

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°123 – Mardi 04 avril 2000.

MANIFESTONS LE 12 AVRIL

Dans ce numéro

En bref...

Signez et faites signer la pétition Pour le contrôle citoyen de l OMC http://www.local.attac.org/petition/ (aujourd hui 1 250 signataires). Le 12 avril, la semaine prochaine, nous serons à la Bastille pour une manifestation à l occasion de la réunion du Club de Paris, pour proposer l annulation des dettes des pays du Tiers Monde (Lire Manifestons le 12 avril et pour plus d Informations Annulation de la dette). A Washington, une chaîne humaine le 09 avril pour proposer là aussi l annulation des dettes, débutera une semaine d actions qui met d ores et déjà la police sur le pied de guerre. C est durant cette semaine qu une conférence de presse, le 11/04, présentera la résolution Tobin au Congrès américain (Lire Avril à Washington). Un réseau d action contre la spéculation financière en Belgique analyse quelques uns des traits spécifiques du capitalisme (Lire La spéculation financière, une maladie du capitalisme)

Manifestons le 12 avril

Pourquoi cette manifestation ?
- Au Nord comme au Sud, les citoyens s engagent aujourd hui pour plus de solidarité internationale. De Seattle à Bangkok, la logique purement financière est combattue. La dette des pays pauvres, facteur de déstabilisation pour l'économie mondiale, pèse directement sur les populations et on estime que 13 enfants meurent chaque minute des conséquences de la dette.
- Déjà 20 millions de personnes dans le monde (550 000 en France) ont exigé que la dette des pays les plus pauvres soit annulée. Cependant, cent jours après le début de l'an 2000, le Sud ne voit toujours rien venir.

Pourquoi le Club de Paris ?
- Le Club de Paris regroupe les principaux pays créanciers. C'est à lui que les pays endettés s'adressent pour obtenir un rééchelonnement ou un allégement de leur dette.
- La réunion du 12 au 14 avril à Bercy sera l occasion faire pression sur les pays créanciers afin qu Ils adoptent enfin une politique ambitieuse en matière d annulation de la dette.

Pourquoi aujourd'hui ?
- Les pays créanciers se sont pour l instant contenté d effets d annonces : les allégements de dette, envisagés par les pays du G7 à Cologne en juin dernier, ne correspondent globalement qu à ce qui, de toute façon, ne sera jamais remboursé. Ils sont en outre conditionnés aux inacceptables programmes d ajustement structurel du FMI.
- Depuis le début de cette année, certains pays créanciers ont annoncé, sous la pression de leur opinion publique, des allégements de dette supplémentaires, mais ces initiatives restent pour l Instant isolées.

Nous demandons :
- Que le Club de Paris annule totalement la dette des pays les plus pauvres, dans la transparence et avec la participation de la société civile.

MANIFESTATION INTERNATIONALE à l occasion de la réunion du Club de Paris le mercredi 12 avril à 18 heures à Paris, de Bastille (marches de l opéra) à Bercy

A l'appel de la campagne « Pour l an 2000, annulons la dette ! » et ATTAC, avec le soutien des campagnes Jubilé 2000 Côte d Ivoire, Mali,



Pérou, Royaume-Uni, Zambie, du CEJI (Canada) et du CADTM (Belgique).

Tracts : http://attac.org/fra/grou/doc/75.htm

Annulation de la dette

21 juin 1999 Paris, France. Ministère de l'Economie

Dans les pays du Sud, la pauvreté est intimement liée au fardeau de la dette. Une question au centre des discussions lors de la première conférence européenne sur le développement. Depuis vingt ans le fossé des inégalités se creuse, entre pays riches et pays pauvres comme à l'intérieur des pays riches.

James D. WOLFENSOHN, Président de la Banque Mondiale : "Trois milliards d'individus ont moins de 2 dollars par jour. Lors du prochain millénaire, continuerons-nous à agir comme aujourd'hui sachant que le problème sera pire dans 20 ans ? Où pouvons-nous changer fondamentalement notre approche du développement pour obtenir un changement quantitatif et qualitatif du processus de développement ? Si on continue de cette manière, on ne gagnera pas. Ce que nous cherchons à la banque mondiale avec votre aide, nous sommes venu spécialement pour çà, c'est trouver ce que nous pouvons faire différemment."

La crise financière a ébranlé les certitudes, la libéralisation devait conduire à une élévation universelle des niveaux de vie ; elle n'est pas au rendez-vous ! Pour les pays pauvres, le poids de la dette hypothèque toutes perspectives de développement. Jusqu'à la fin des années soixante dix, les Pays du Nord et les institutions financières internationales, ont largement prêté aux pays du Tiers-Monde. Souvent en fermant les yeux sur les problèmes de corruptions et de gaspillages. Car derrière l'objectif avoué de favoriser le développement de ces pays, se cachait également des enjeux stratégiques.

Joseph E. STIGLIZ, Economiste en chef de la BM (97/99) : "Dans de nombreux cas, les prêts étaient destinés à corromprent des gouvernements pendant la "guerre froide". Le problème n'était pas alors de savoir si l'argent favorisait le bien-être du pays, mais si il conduisait à une situation stable, étant donnée les réalités géopolitiques mondiales."

Eric TOUSSAINT, Président du CADTM, Comité pour la dette du Tiers-Monde : "A côté de la Banque Mondiale ou derrière la Banque Mondiale, il y a des Etats qui dirigent la Banque Mondiale, Etats-Unis, les autres membres du G7 : France, Grande-Bretagne, Allemagne, Japon, Canada, Italie, qui sont-là avec des Industries, qui vont permettent la réalisation des projets soutenus par la Banque Mondiale. Et alors là c'est des multinationales des pays en question qui vont fournir l'équipement, ou qui vont, en fait, fournir des entreprises "clés sur porte". Donc il y a, en fait, une alliance d'intérêt entre Banque Mondiale qui normalement ne devrait être motivée que par un projet de développement, mais il y a, en fait, derrière des intérêts industriels précis."

En 1979, les Etats-Unis relèvent brutalement leur taux d'intérêt pour maîtriser une inflation galopante. La plupart des pays occidentaux vont imiter cette politique d'austérité. Le coût de la dette explose.

Eric TOUSSAINT : "On passe de taux d'intérêts de l'ordre de 6 %, taux d'intérêt nominal à du 16 %, 17 % en 1981/1982. Donc c'est multiplié par 2 et demi ou par 3 les taux d'intérêt. Donc en 1982 les pays du Sud doivent, presque du jour au lendemain, en intérêt, rembourser deux à trois fois plus que ce qu'ils devaient. Avec des recettes d'exportation qui chutent d'une manière dramatique ; les prix des produits exportés, pétrole et autres produits, qui commencent à chuter fortement."

Le 15 août 1982, le Mexique suivit par d'autres pays d'Amérique latine annonce qu'il ne peut plus rembourser sa dette extérieure.

Eric TOUSSAINT : "La Banque Mondiale, n'a pas imaginé qu'il y aurait une crise de la dette, telle qu'elle a explosé en 1982. La Banque Mondiale espérait que cette crise n'éclate pas, et que en douceur, les pays du Sud abandonnent leur modèle de développement antérieur et se connectent à un marché mondial, permettant un taux de croissance, à la fois pour les Pays du Nord et du Sud."

Pour pouvoir rembourser leurs dettes, les pays du Sud doivent emprunter à nouveau. C'est le début de la spirale infernale du surendettement. Les institutions financières internationales, FMI et Banque Mondiale, accordent de nouveaux crédits sous réserve que les pays se soumettent à des plans d'ajustement structurels rigoureux. Au programme : libéralisation de l'économie, ouverture au marché mondial, et coupe drastique dans les dépenses publiques.

Eric TOUSSAINT : "Se met alors là en place un système de pompage de richesse produites par



les populations du Sud au bénéfice de toute une série d'institutions privées et publiques du Nord. Elles se font payer le loyer de l'argent d'une manière régulière, même si il y a des retards, et si il y a du retard, ces institutions prélèvent des primes de risque, donc il y a des arriérés sur lesquels on augmente le taux d'intérêts. Et finalement le loyer de l'argent est payé régulièrement et çà fait une source d'argent extrêmement importante, c'est 250 milliards de dollars pour l'année passée ! Vous vous imaginez, le Tiers Monde a remboursé 250 milliards de dollars alors qu'il ne recevait en aide publique au développement que 32 milliards ! Alors il faut se poser la question, est-ce que réellement les pays du Nord viennent en aide aux populations du Sud ?"

La dette des pays en développement s'élève aujourd'hui à près de 2500 milliards de dollars, 4 fois plus qu'au début des années 80.

Eric TOUSSAINT : "Le CADTM propose avec toute une série de mouvements sociaux du Sud, et puis toutes une série de chercheurs, d'intellectuels, de tirer un trait sur la dette extérieure publique des pays du Tiers-Monde. Elle a été remboursée plusieurs fois, elle est un mécanisme de transfert de richesses du Sud vers le Nord. Le montant total de cette dette ne représente pas plus de 10 % du montant total des dettes mondiale. Donc une annulation se justifie du point de vue éthique, du point de vue moral."

Le 18 juin 1999, les manifestants encerclent le ministère des finances à Londres. Ils réclament l'annulation totale de la Dette des pays les plus pauvres. C'est le slogan de la campagne "Jubilé 2000" soutenu par des centaines d'associations du monde entier.

Le même jour s'ouvre à Cologne le sommet du G7. Les 7 pays les plus industrialisés au monde annoncent qu'ils vont alléger de plus de 70 milliards de dollars la dette d'une quarantaine de pays pauvres lourdement endettés. 70 milliards, c'est 3 % du total de la dette extérieure des pays du Sud. Pour les organisateurs de la campagne "Jubilé 2000" l'effort des pays riches est trop modeste. Ils remettent au Chancelier allemand Gérhart SCHRODER la pétition mondiale qui a recueillie plus de 17 millions de signatures.

Jörg HUFFSCHMID, Economiste : "Je trouve que c'est très important d'effacer ces dettes sans conditions. Donc ne pas dire "nous annulons les dettes si vous pratiquez une politique économique comme ci ou comme çà. Car alors se serait reproduire le même problème qui a rendu l'endettement nécessaire; Je trouve raisonnable de formuler certaines conditions et de dire "pas d'annulation de la dette si vous achetez des armes" çà c'est raisonnable. Mais dire "annulation de la dette seulement si vous pratiquez une politique anti-inflationniste orientée vers l'exportation et l'équilibre du budget", çà c'est totalement déplacé. Cela impose, en fait, à ces différents pays aux structures historiques et aux situations économiques très variées, un modèle qui n'a déjà pas fonctionné dans les pays occidentaux développés. Et au fond cela rend ce modèle encore plus vulnérable. Et je pense que c'est là encore, l'oeuvre du système, on veut préparer ces pays, pour que comme au moment de la crise asiatique, on puisse introduire des capitaux à courts termes, faire des profits et retirer les capitaux."

Dans les rues de Cologne, plusieurs milliers de personnes venus d'une cinquantaine de pays, forment une immense chaîne humaine de 9 km.

Paris, France, Ministère de l'économie : L'initiative de Cologne en faveur des pays pauvres très endettés, met à contribution, non seulement les Etats, mais également le FMI et la Banque Mondiale. Certaines associations dénoncent une générosité de façade, car pour financer l'allègement de la dette, les pays riches pourraient réduire leurs aides au développement. Le FMI, lui, est autorisé à vendre une partie de ses réserves d'or.

Michel CAMDESSUS, Directeur général du FMI (1987/2000) : "Le Jubilé 2000, c'est bien. Je suis un grand pécheur mais un bon chrétien, mais attention de ne pas gagner la bataille de la dette et de ne pas perdre la guerre du développement. J'ai vendu les bijoux de famille, c'est-à-dire l'or, pour çà ! Pour ceux qui payent c'est beaucoup. Nous devons trouver le moyen de financer çà. L'or du FMI et les profits de la BM (qui sont gros) ne suffiront pas. Les ministres devront assurer une part du fardeau."

Eric TOUSSAINT : "Je trouve çà extraordinaire dans la bouche de Michel CAMDESSUS parce qu'on estime que l'effort qui devrait être réalisé par le FMI est de l'ordre de 3 milliards de dollars. Alors, il suffit de rappeler à l'opinion publique que le paquet réuni par le FMI dans la crise du Brésil pour sauver les créanciers du Brésil c'était 41 milliards de dollars, que le paquet pour l'Asie du Sud-Est c'était en 1997 70 milliards de dollars : Des masses d'argent qui ont été apporté à ces pays pour rembourser les créanciers."



Michel CAMDESSUS : "Le commerce me semble beaucoup plus jubilatoire que la dette. Je suis heureux de voir mon pays soutenir les idées de Rénato RUGGIERO qui essaye d'ouvrir totalement, de démanteler tous les obstacles au commerce avec les pays pauvres très endettés. Cela doit être fait..."

Fidèle à ses convictions libérales, le directeur général du FMI est persuadé que le salut des pays pauvres passe avant tout par une plus grande libéralisation du commerce mondial.

Ignacio RAMONET : "Le libéralisme, c'est l'idée que la régulation par le marché à l'échelle planétaire est plus efficace que tout autre. Ce qui suppose l'encouragement à la dynamique de la mondialisation. D'autant que la révolution des nouvelles technologies d'information et de la télécommunication, planétarisent, de fait, notre planète, et donc à partir de ce moment-là... c'est vrai que tout ce qui relève de la spéculation financière, par exemple, a trouvé des autoroutes planétaires, et l'on cherche à appliquer le même raisonnement, c'est-à-dire qu'il faut qu'il y aie une circulation sans entrave, fluide, sans résistance, pour tout les autres domaines. Donc on va s'appliquer à réduire l'Etat, c'est la thèse "Etat minimum, Etat parfait", "Moins d'Etat, meilleur Etat"... Et ce qui est formidable, notamment, quand s'effondre l'union soviétique qui est le camp étatique, ou étatiste, le plus rigide, qu'ai vu le 20ème siècle, et qui est une réponse, déjà, de 2ème ordre, au libéralisme de la fin du 18ème siècle, il apparaît là que le libéralisme n'a plus d'adversaire central, ni théorique, ni concret."

Retranscription de "L'Autre Mondialisation", reportage réalisé dans le cadre d'un Théma sur Arte le Jeudi 9 mars 2000: "Mondialisation: la contre attaque", effectué par Alain Mouëtaux, membre d'ATTAC 44 attac44@attac.org
Document complet :
http://www.local.attac.org/attac44/documents/

Avril à Washington

Pendant que nous manifesterons pour proposer l'annulation de la dette le 12 avril à Paris, depuis le 9, à Washington, des dizaines de milliers de manifestants seront à pied d'oeuvre en plein centre de la capitale des Etats Unis.

Le 9 une chaîne humaine tentera de joindre le Congrès des Etats Unis aux Institutions Financières Internationales pour demander l'abrogation des dettes des pays du Tiers Monde. De nombreuses organisations seront présentes formant, comme à Seattle, une coalition éclectique et représentative de la société civile. Cela donnera le coup d'envoi d'une série de manifestations, de conférences, de réunions qui durant la semaine permettront de réunir ceux qui le souhaitent autour de la dette, mais aussi de l'environnement, des Institutions Financières Internationales ou encore de la Taxe Tobin, des marchés financiers, des délocalisations. Tout cela culminera les 15 et 16 avril par des manifestations contre les politiques du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale : Michael Moore, « The Big One », sera le « maître de cérémonie » durant les prises de parole du 16 avril.

D'un côté comme de l'autre les préparations occupent les quelques jours qui les séparent encore des événements. Côté manifestants : accueil des participants, entraînement à la résistance passive face à la police, invitations et organisations des différentes tables rondes occupent la majeure partie du temps. Du côté des autorités on entend être moins hospitalier : interdiction formelle de troubler sous quelque forme que ce soit la circulation des voitures ou des piétons. Un carré de plusieurs dizaines de rues (entre E et I et entre la 8ième et la 20ième) sera « sécurisé ». La police et les services fédéraux sont à pied d'oeuvre et feront descendre dans la rue plusieurs milliers d'hommes qui en ce moment même s'entraînent tous les jours avec l'aide de personnels des services secrets.

Etude par l'intermédiaire de cassettes vidéo des manifestations de Seattle, « jeux » mettant en scène manifestants et policiers, mouvements en formations matraque à la main, etc. sont au programme. « Nous anticipons ces manifestations comme étant très pacifiques » déclarait l'assistant exécutif du chef de la police au Washington Post dimanche 2 avril.

Il faut dire que la police a déjà acheté pour 1 million de dollars de matériels divers anti-manifestants : casques, armures, gaz, balles en caoutchouc, etc., en prévision de la semaine qui s'annonce. Côté police, on est donc fin prêt au pacifisme.

Par contre cela ne désarme pas celui des manifestants, qui viennent de se réunir pour partie afin, dans un entrepôt désaffecté, de s'entraîner au blocage d'une bouche de métro, d'une rue malgré la présence policière et ceci sans violence : s'attacher les uns les autres directement à la jambe d'un policier semble être une technique qui rencontre un certain succès...



Au plein coeur des mobilisations et y participant, le 11 avril, se tiendra au Congrès des Etats Unis une conférence de presse organisée par le représentant De Fazio et le sénateur Welstone au sujet de la « résolution Tobin » qu Ils entendent déposer conjointement. On y retrouvera en plus des organisations américaines soutenant ce projet (AFL-CIO, Center for Economic and Policy research, Preamble, Tobin Tax Initiave ...), des représentants de l association ATTAC et des groupes du Parlement européen, du Sénat et de l Assemblée nationale, venus soutenir la résolution des élus américains et dévoiler le projet d une réunion mondiale des « députés Tobin » qui aura lieu peu avant l accession de la France à la présidence de l Union européenne.

Une semaine donc pour proposer un autre monde aux tenants de l ancien qui, derrière des rangs de policiers, entendent se réunir comme si de rien n était.

Laurent Jésover. Rédacteur journal@attac.org

La spéculation financière, une maladie du capitalisme.

Albert Jacquard écrit dans son dernier livre (janvier 2000) : "la faiblesse évidente de l'attitude libérale est de se fier à des mécanismes qui tiennent uniquement compte des phénomènes instantanés". La spéculation financière est par excellence une manifestation de cette faiblesse évidente. Ce qu'on appelle communément "les marchés" ou "la bourse" sont les lieux où s'exprime la myopie généralisée des acteurs financiers. La spéculation financière dépasse quotidiennement en valeur le montant des échanges réels de biens et de services entre les êtres humains. Il y a une vingtaine d'années, les transactions d'échanges de monnaies étaient encore à 80% en relation avec l'économie réelle et servaient à financer les investissements et le commerce. Aujourd'hui, on estime que les échanges sont à plus de 90% spéculatifs et ne servent pratiquement plus au financement des besoins du marché comme on tente de nous le faire croire. Les crises monétaires dues à la spéculation sont devenues une forme majeure de catastrophe humaine. Il suffit de se rappeler la crise du Mexique (1994 - 1995), de la Thaïlande, l'Indonésie, la Corée du Sud et la Malaisie (1997), de la Russie (1998) et du Brésil (1999). Ces crises ont touché des pays qui représentent environ un huitième de la population mondiale ; les conséquences sociales ont été dramatiques : la pauvreté a doublé. Chez nous aussi les conséquences de la spéculation financière se sont fait sentir. Compte tenu d'une croissance du produit intérieur brut limitée à 2 ou 3%, poussées par leurs actionnaires qui cherchent un maximum de profit financier, les entreprises se livrent à des restructurations, des fusions, des recherches effrénées de profit qui sont souvent réalisées au travers de suppressions d'emplois. Les annonces de ce type de mesures, par exemple Unilever, la fusion des banques allemandes, Michelin, Moulinex, Alcatel, etc ... et pour rappel Renault Vilvorde , font monter la valeur boursière des actions. Mais à quel prix pour la cohésion sociale et la lutte contre le chômage et la pauvreté ?

Cette spéculation financière pourrait être assimilée à un cancer du capitalisme, puisque, comme pour le cancer, il y a développement de cellules d'une manière incontrôlée, des cellules folles qui ne contribuent en rien à la croissance ni au remplacement de cellules blessées ou malades, mais bien des cellules qui viennent étouffer les cellules saines et qui conduisent à la mort de l'individu.

Pour résumer, il y a d'abord la spéculation sur les devises ou sur les transactions monétaires qui ont entraîné les crises dans les pays cités ci-dessus, sans que les organes régulateurs internationaux comme la Banque mondiale et le FMI (Fonds monétaire international) ne puissent intervenir efficacement. Il y a ensuite les spéculations sur tous les produits dérivés en commençant par les opérations à terme, les options, etc... Mais il y a aussi les spéculations sur les actions et les obligations dans lesquelles les investisseurs institutionnels, notamment les fonds de pension (en majorité anglo-saxons et surtout américains), jouent un rôle déterminant. Ces fonds de pensions sont nuisibles par la pression qu'ils exercent sur les "marchés" (les entreprises et les dettes des Etats). Les fonds de pension exigent des entreprises dans lesquels ils investissent des rendements qui dépassent souvent 15%. L'aberration du système réside dans le fait que les seniors jouent ce rôle, sans le savoir, et par-là même déstabilisent l'existence et l'avenir des plus jeunes générations. Paradoxalement, de nombreux pays européens veulent développer les même systèmes de pensions que les systèmes américains. Alors que même Tony Blair, le défenseur acharné de la "troisième voie" entre le capitalisme et le socialisme, reconnaît à propos des fonds de pension, "qu'un tel système génère trop d'inégalités et est insuffisant pour régler définitivement le problème de la baisse régulière du taux d'actifs dans la population". Finalement, la spéculation peut toucher, de près ou de loin, beaucoup d'entre nous, pris dans un jeu qui



nous dépasse. Tout un chacun peut jouer en bourse depuis son ordinateur personnel comme on jouerait au casino. Mais qui gagne, et qui perd, dans ce jeu effréné du profit financier sans travail ? Le sommet européen de Lisbonne, ces 23 et 24 mars, avait pour thème l'emploi et la nouvelle économie. L'Europe veut se mobiliser pour l'emploi, nul ne peut contester l'importance de cette mobilisation. Toutefois, lier celle-ci à la "nouvelle économie", c'est-à-dire l'Internet et les technologies de la communication, pourrait présenter autant sinon plus de danger que l'économie traditionnelle. En effet cette "nouvelle économie" est, encore plus que l'autre, sujette à la spéculation. Ne voit-on pas tous les jours augmenter la valeur boursière des entreprises émergentes sur Internet sans que celles-ci ne fassent aucun bénéfice ? Bien au contraire, la majorité d'entre elles accumulent les pertes. A un moment déterminé, et devant les pertes cumulées, les investisseurs sont obligés de jeter l'éponge, comme l'a fait ces jours derniers le premier réseau de télécommunications mobiles par satellite IRIDIUM. Ce ne sont pas les imprécations et les discours volontaristes qui changeront quoi que ce soit au fonctionnement de l'économie néolibérale et à sa vision à très court terme, pas plus que Rover n'a échappé à la logique du capitalisme de B.M.W., malgré les colères de Tony Blair. Ce sont de nouveaux mécanismes régulateurs qui devront être mis en place.

Depuis plus d'un an, une cinquantaine d'organisations - syndicats, ong, associations de citoyens, mouvements de jeunesse et d'éducation permanente -, regroupées au sein du Réseau Action contre la Spéculation Financière, défendent une vision différente et basée (1) sur le respect des valeurs humaines et de la cohésion sociale, (2) sur les droits humains, reconnus universellement dans leurs principes, (3) sur une économie qui soit au bénéfice des tous, hommes et femmes, et non liée prioritairement au profit pour quelques-uns, (4) sur la dénonciation des mécanismes qui perturbent, polluent et entravent le respect de ces valeurs et sur la réalisation d'actions qui s'inscrivent dans un développement humain durable.

Le Réseau sensibilise l'opinion publique et interpelle nos dirigeants politiques dans ce sens. Le Réseau c'est adressé au Premier Ministre, afin d'avoir une réponse concertée du gouvernement sur ces différents points :
1. la mise en place d'un système de taxation sur les transactions financières spéculatives. Le principe d'une taxe sur les devises est actuellement à l'étude dans un groupe de travail au Sénat, suite à une résolution déposée par les Sénateurs Jacky Morael et Michiel Maertens. Le Réseau souhaite que cette étude soit menée équitablement, avec le maximum de transparence et de publicité, de sorte que le débat soit large et que toutes les parties puissent être entendues.
2. l'instauration de mécanismes démocratiques permettant la transparence, le débat et un contrôle des institutions financières nationales et internationales (FMI, BM, Banque centrale européenne, OMC, OCDE,). La consultation de la société civile sur les orientations ou nouvelles matières qui y seront abordées.
3. l'introduction dans le programme gouvernemental de mécanismes fiscaux permettant de favoriser les revenus du travail par rapport à ceux du capital financier. 4. la stimulation des investissements éthiques. Dans cette optique, il semble essentiel de garantir une économie basée sur la solidarité et le développement durable. Le Réseau insiste sur l'importance du maintien du principe de solidarité au niveau des systèmes de pensions. Il a demandé la suppression des nouveaux avantages fiscaux pour les fonds de pensions (3° pilier), entre autres choses.

Un premier pas a été fait dans la bonne direction avec la mise en place au Sénat d'un groupe de travail sur la faisabilité d'une taxe sur les flux financiers spéculatifs. Un autre pas important pourrait être fait par la Belgique lorsqu'elle assurera la présidence de l'Union européenne en juillet 2001. La Finlande et le Canada se sont déjà prononcés en faveur d'une telle taxation. Notre pays se montrera-t-il également volontariste dans ce domaine ?

Daniel SPOEL pour le Réseau Action contre la Spéculation Financière if@entraide.be

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/fra/cale>

- Mardi : METZ – AVIGNON – PARIS 11 – RENNES – NANTES – PARIS 15 – SAINT ETIENNE



- Mercredi : PARIS 11 – ROUEN – SAINTE CLOTILDE – MARSEILLE
- Jeudi : ANGOULEME – RENNES – BRIOUDE – AMBERIEU EN BUGEY – PARIS NORD OUEST (OGM)
- Vendredi : CLERMONT – DIEPPE - PONTOISE